

Burundi : 70% du budget 2017 proviendra des taxes revues à la hausse

@rib News, 24/12/2016 - Source Xinhua Le ministre burundais des Finances, du Budget et de la Privatisation a indiqué vendredi que 70% du budget 2017 proviendra des recettes internes via des taxes "revues à la hausse" sur différents produits de consommation courante au Burundi. "La grande nouveauté incarnant la loi budgétaire burundaise de 2017, est que, contrairement à la précédente de 2016, 70% des fonds qui vont l'alimenter viendront des ressources financières internes grâce à diverses taxes revues à la hausse", a précisé Domitien Ndiwokubwayo, ministre des Finances, dans un point de presse tenu peu après l'adoption du projet de loi ad hoc par les deux chambres du parlement bicaméral burundais.

Les prévisions des ressources globales du budget 2017 sont estimées à 1.152,7 milliards de FBU (francs burundais) contre 1.119,6 milliards en 2016, soit une augmentation de 2,9%. Les charges budgétaires 2017 sont évaluées à 1.326,7 milliards de FBU, contre 1.260,6 milliards en 2016, soit un accroissement de 5,2%. "Avant 2015, une part importante du budget burundais provenait de l'extérieur pour environ 50%. La situation s'est radicalement changée après, à cause du gel de la coopération internationale avec le Burundi par certains des principaux partenaires financiers dont les pays membres de l'Union européenne", a expliqué M. Ndiwokubwayo. Actuellement, a-t-il ajouté, la part des aides financières extérieures pour le Burundi ne dépasse pas le cap des 30%. Pour rectifier le tir, le ministre Ndiwokubwayo a plaidé pour la maximisation de la production en interpellant ses compatriotes de "changer de mentalité" et d'apprendre à travailler dur. "Tenez : les commerçants burundais ferment leurs magasins à 19h00 du soir (17h00 GMT). Avec de pareils faits et gestes, comment voulez-vous que les Burundais ne s'enfoncent dans des cycles de pauvreté récurrents ? Le cœur du mal ici est que les opérateurs économiques burundais ne travaillent pas assez, mais affichent plutôt des réflexes tendant à vouloir se contenter du strict minimum, et ce au profit de la paresse et de l'oisiveté", a-t-il fait remarquer. Parmi les impositions qui alimenteront le budget burundais 2017, on retiendra notamment la taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national (qui passe de 42 FBU à 52 FB) avec comme impact une augmentation des recettes de 16 milliards de FBU, la taxe de consommation sur le carburant avec comme impact une augmentation des recettes de 13.511.776.000 FBU, ainsi que la taxe spécifique sur le kilogramme de sucre (qui augmente de 200 FBU), avec comme impact une augmentation des recettes de 4.480.266.667 FBU. La loi budgétaire burundaise 2017 renferme également de nouvelles taxes, venues répondre à la préoccupation gouvernementale de protection de l'environnement, a insisté le ministre. Sur ce, il a cité la taxe anti-pollution sur les véhicules usagés de plus de dix ans, avec comme impact une augmentation des recettes de l'ordre de 200 millions de FBU, ainsi qu'une surtaxe de 50% de la valeur en douanes sur les sachets plastiques, avec comme impact une augmentation des recettes de 100 millions de FBU. M. Ndiwokubwayo a souligné que le ministre de l'Agriculture est l'un des secteurs vitaux de la nation burundaise, qui bénéficieront du budget alloué à l'exercice 2017. Par exemple, a-t-il illustré, la réalisation du projet de barrage d'irrigation de Kajeke coûtera à lui seul une enveloppe budgétaire d'un milliard de FBU, afin de "refaire des études qui ont été mal faites" par le premier attributaire du marché. Régagissant vis-à-vis de la structure de ce budget président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME, ONG burundaise), Gabriel Rufyiri, a dénoncé ce qu'il a qualifié de "haute augmentation" des taxes sur les produits "sensibles" de première nécessité. "Au lieu d'adopter une politique d'austérité budgétaire, le gouvernement burundais vient de décider de sucer à fond le pauvre citoyen burundais à travers l'augmentation des taxes sur certains produits sensibles de première nécessité", a-t-il précisé. L'OLUCOME, a critiqué M. Rufyiri dans un communiqué, reproche au gouvernement burundais, de "vouloir vivre au-dessus de ses moyens financiers" en privilégiant le budget de consommation en lieu et place de celui d'austérité. Ce budget, a-t-il affirmé par ailleurs, a été préparé dans un contexte économique burundais "déplorables". Selon le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le Burundi a enregistré un taux de croissance négatif de -4,1% en 2015 contre 4,7% en 2014 et un produit intérieur brut de 315,2 dollars en 2015 contre 260 dollars 2016. Ces institutions financières internationales font remarquer que cette situation au Burundi prévaut au moment où les autorités burundaises sont en train de gérer depuis 20 mois déjà, les effets "pervers" du gel de la coopération internationale par 2/3 des partenaires financiers traditionnels, une monnaie nationale dépréciée à plus de 60%, une dette intérieure estimée à près de 700 milliards de FBU et une balance commerciale "déficitaire". Cette loi budgétaire sera promulguée par le chef d'Etat burundais avant le 1er janvier 2017.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});